

PSE AUTOSUFFISANCE EN RIZ

«PLUS DE 600 000 T DE RIZ BLANC ATTENDUES CETTE ANNÉE», SELON MACKY SALL

Tout une dynamique a été mise en place pour atteindre l'autosuffisance en riz au Sénégal d'ici 2017. Le gouvernement a mis 32 milliards de F Cfa dans ce programme qui a déjà aménagé 60 000 hectares de terres. Cette année, 600 000 t de riz blanc sont attendues.

(PAGE 4)



EMPLOI-FORMATION

Bien formés, les jeunes du CNCR produisent mieux



(P5)

COOPÉRATION/CORAF/WECARD

L'Australie accompagne l'Initiative pour la sécurité alimentaire en Afrique



(P8)

CONSOMMER LOCAL

(P2)

Du bon pain de mil au Palais de la république

SEMENCES PAYSANNES

(P3)

Vif plaidoyer pour le Tirpaa à la Fiara



FIARA 2015 :**La 16^{ème} édition apporte une réponse paysanne au PSE**

(Jade/Syfia) - "La Fiara 2015 est une réponse paysanne au Plan Sénégal Emergent (PSE). Ce que nous avons vu en visitant les stands "Riz du Sénégal" avec l'accompagnement du Projet croissance économique de l'Usaid (Usaid/Pce), nous réconfortent. On se rendre compte que les producteurs n'ont pas attendu maintenant pour se lancer dans ce Programme. Ils sont à pied d'œuvre pour faire de cet objectif du Président de la République une réussite au grand bénéfice des Sénégalais", a déclaré la ministre de l'Elevage et des ressources Animales.

Madame Aminata Mbengue Ndiaye, en compagnie du Secrétaire d'Etat à l'Accompagnement et à la Mutualisation des Organisations paysannes, Moustapha Lo Diatta, représentant le MAER, procédait, fin mars, à l'ouverture officielle de la 16^{ème} édition de la Foire internationale de l'Agriculture et des ressources animales (FIARA) de Dakar qui se déroulera jusqu'au 12 avril au Centre international du commerce extérieur du Sénégal (CICES). Après une visite d'une dizaine de minutes consacrée aux stands des productrices de riz, regroupée autour du Réseau des femmes agricultrices du nord (REFAN) Aminata Mbengue Ndiaye a fait face à la presse. Devant les journalistes elle s'est dite "émerveillée par la qualité des productions trouvée ici, plus particulièrement le riz paddy." Ce riz fait que le Chef de l'Etat a un objectif de 1 600 000 tonnes de paddy pour 2017". La ministre de l'élevage a salué à ce propos "l'engagement des producteurs de la Vallée du Fleuve, ainsi que d'autres riziculteurs dans ce Plan". Elle a aussi salué l'engagement des organisateurs de la Fiara qui, depuis 16 ans, sont en train de s'activer pour la promotion de l'Agriculture. Dans la même lancée, Mme Aminata Mbengue Ndiaye a magnifié, à sa juste valeur, le travail abattu par les femmes pour la promotion du riz local. A cet effet, elle a demandé à tout le monde de jouer sa partition dans la vulgarisation des produits locaux. A ce propos, elle a aussi sollicité l'implication des communicateurs traditionnels et de la presse dans la vulgarisation du consommateur local.

Pour sa part, le Secrétaire d'Etat, Moustapha Lo Diatta s'est réjoui du fait que les producteurs se sont appropriés le PSE. "Le gouvernement n'atteindra cet objectif qu'avec les Organisations paysannes (Op). Il faudrait qu'on les implique davantage. Ce qui va être fait. Toutes les réformes, tous les projets phare du Pse, nous le ferons avec les Op.", a souligné M. Diatta.

CONSOMMER LOCAL :**Du bon pain de mil au Palais de la république**

(Jade/Syfia-Sénégal)-Quelques journalistes avertis, membres de l'Association de la presse étrangère au Sénégal (Apes), ont dégusté à leur table un succulent pain de mil "made in Sénégal", comme en appelle les autorités sénégalaises depuis un bon bout de temps.

C'est ce qu'a constaté un journaliste sénégalais, connaisseur en la matière, durant le petit déjeuner offert mardi 17 mars à l'Association de la presse étrangère (Apes). Ce confrère a remercié le chef de l'Etat Macky Sall pour sa concrète initiative innovante dans le long chemin Consommer Local au Sénégal ; contrairement au reproche fait au gouvernement de ne jamais "donner le bon exemple". Selon certains observateurs habitués de la table du Palais, le président Macky Sall consomme régulièrement ce pain de mil. Un comportement qui pourrait permettre de nourrir et d'enrichir les 500 000 exploitants familiaux sénégalais répartis dans le pays. Au plan macro, ce comportement de "Mangeons Local" pour écrire comme un projet en 2008, est un bel acte économique-agricole qui peut faire gagner au pays près des milliards de F cfa.

PARTENARIAT CHINE SÉNÉGAL :**Pékin intervient dans la formation agricole pour 877 millions de F cfa**

(APS) - La Chine et le Sénégal ont signé un échange de notes censée assurer le financement de la prise en charge d'une mission technique chinoise intervenant dans des centres de formation en agriculture de Sangalkam (ouest) et Podor (nord), pour un montant de 877 millions de francs CFA, a constaté l'APS, mardi, à Dakar.

Les notes ont été signées, pour le Sénégal, par le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Amadou Bâ, l'ambassadeur de la Chine Xia Huang s'étant engagé pour la partie chinoise. En vertu de cet accord, le Sénégal bénéficie d'une «aide sans contrepartie» de 877 millions de francs CFA, qui permettra de financer la prise en charge de la mission technique chinoise intervenant dans des centres de formation en agriculture de Sangalkam et Podor. Une équipe de techniciens agricoles chinois comprenant 13 membres (neuf agronomes, deux mécaniciens et autant d'interprète) travaille dans ces centres depuis 2006.

Elle intervient dans «la sélection et la production de semences de qualité» et forme des Sénégalais aux «techniques agricoles». Prenant la parole lors de la cérémonie de signature de l'échange de notes, Xia Huang a assuré Amadou Ba de la disponibilité de son pays à sou-

tenir le Plan Sénégal émergent (PSE). «Nous allons ensemble booster notre coopération agricole, pour permettre au Sénégal d'avancer de manière audacieuse et sûre vers l'autosuffisance en riz et d'autres cultures», a-t-il ajouté. Amadou Ba a salué «la coopération fructueuse sino-sénégalaise» et «le rôle essentiel» joué par la Chine dans le développement économique et social du Sénégal. L'Empire du Milieu «a octroyé au Sénégal plusieurs concours sous forme de prêts concessionnels, par le biais d'Eximbank China», a-t-il rappelé, ajoutant que «la Chine est très présente dans le financement des infrastructures nécessaires à notre développement économique». Ce pays intervient, au Sénégal, dans la construction de neuf ponts métalliques, de l'Arène nationale de lutte, etc., selon M. Ba

CÉRÉALE :**Une production d'environ 26 000 t de maïs attendue du projet USAID/PCE**

(APS) - Une production de 25.939 tonnes de maïs est attendue cette année des zones d'intervention du Projet croissance économique (PCE) de l'USAID, représentant 12% de la production nationale sur les cinq dernières années, a indiqué, mardi à Kaolack, Youssoupha Guèye, spécialiste de la chaîne de valeurs maïs du projet.

"Les terres emblavées sont de l'ordre de 10.474 hectares, soit une progression de 123% entre 2014 et 2013 et 20% entre 2014 et 2015", a ajouté M. Guèye, lors de l'atelier bilan de deux jours organisé par l'USAID, en relation avec ses 13 réseaux partenaires de la chaîne de valeurs maïs. Il a expliqué que ceci a été possible grâce au matériel, aux crédits et à la sensibilisation effectuée par les réseaux partenaires mais également la formation des producteurs dans de nombreux thèmes dont les bonnes pratiques de production, le processus d'agrégation qualité ou encore sur la contractualisation. Sur ce volet, il a indiqué que le PCE, en cinq ans d'intervention dans les zones de productions céréalières (mil, maïs, riz), a permis de former 12.921 producteurs dont 17% de femmes. Toutefois, il a relevé que de nombreuses difficultés ont été également notées. "Il s'agit de la faible appropriation des réseaux par les membres, les financements mobilisés sont également tardifs, l'accès faible des réseaux aux crédits de commercialisation, le manque de dynamique organisationnel, et le sous-équipement des exploitations agricoles", a indiqué M. Guèye.

Lancé en 2010, le projet USAID/PCE arrive à son terme en mai 2015. Il avait pour objectif d'appuyer le gouvernement du Sénégal à accroître la compétitivité agricole et la sécurité alimentaire. Il veut aussi faire de l'agriculture le moteur de la croissance économique. Un nouveau programme validé par l'USAID et Feed the Future, un programme du gouvernement américain, initié en 2009, pour lutter contre la faim dans le monde, va poursuivre les actions d'appui aux filières céréalières. Il est prévu sur une période de quatre ans.

FINANCEMENT :**La Guinée-Bissau reçoit 68 milliards de F cfa du 11^{ème} FED**

(Jade/Syfia)-L'Union européenne (Ue) a approuvé l'octroi d'un soutien financier à la Guinée-Bissau de l'ordre de 105 millions d'euros, soit environ 68 milliards de F cfa pour les cinq prochaines années, apprend Jade/Syfia. L'aide financière s'inscrit dans le cadre du 11^{ème} Fonds de développement européen (FED) qui est entré en vigueur le 2 mars 2015. Il fait partie d'une enveloppe de 30,5 milliards d'euros en soutien à des projets de développement à travers le monde. L'UE a déjà fourni une aide d'urgence de 20 millions d'euros à la Guinée-Bissau, dont la moitié a été versée depuis 2014.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :**AGRA ouvre un Bureau à Dakar**

(Jade/Syfia)-La Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (AGRA) a ouvert tout récemment des Bureaux au sein du Pôle de recherche de l'Isra à Hann Bel Air, a constaté Jade/Syfia qui a visité, début février, ces nouveaux locaux. L'Alliance pour la Révolution Verte Afrique (AGRA) est née en juillet 2013 d'une initiative de l'Usaid qui, avec l'appui du Programme "Feed the Future" et des Fondations Gates et Rockefeller, a conduit à la Nouvelle alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition. Il s'agit d'un engagement partagé des partenaires du G8, des dirigeants africains et du secteur privé, lit-on dans un document remis à Jade/Syfia. Le but de ce partenariat triennal (2013-2016) est d'aider à accroître de 45% la production de semences de qualité, de promouvoir la commercialisation, la distribution et l'adoption de ces semences, afin d'amener les paysans africains (40%) à accéder aux technologies agricoles novatrices. AGRA travaille dans six pays d'Afrique subsaharienne : Ethiopie, Ghana, Malawie, Mozambique, Sénégal et Tanzanie. Elle vise à faire sortir de la pauvreté et de la malnutrition 50 millions d'Africains au cours des 10 prochaines années. Le nouveau Bureau AGRA a été confié au Dr Abdou Ndiaye, un chercheur venu de l'Isra, l'Institut sénégalais de recherches agricoles.

AFRIQUE :**Schneider finance 36 milliards de F cfa pour l'Accès à l'énergie**

(Jade/Syfia) - La société française de produits électriques Schneider a annoncé la constitution d'un fonds de 54,5 millions d'euros, soit environ 36 milliards de F cfa, pour financer l'accès à l'énergie de l'Afrique sub-saharienne, a appris mi-mars Jade/Syfia, auprès du Bureau du CTA à Bruxelles. Ce Fonds "Energy Access Ventures Fund" vise spécifiquement les 625 millions d'habitants de l'Afrique sub-saharienne qui n'ont pas accès à l'électricité. L'objectif est d'apporter de l'électricité à un million de ménages d'ici 2020 à travers des investissements dans une vingtaine de petites et moyennes entreprises africaines (PME). Le fonds devrait fournir une assistance technique aux entreprises qui développent une électricité sobre en carbone et à bas coût pour les populations périurbaines et rurales d'Afrique subsaharienne. Le groupe Schneider travaillera en partenariat avec plusieurs institutions européennes telles que la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique (FISEA).

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122
Bp : 17130 Dakar – LibertéEmail : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRETARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

FIARA 2015 : AUTOSUFFISANCE EN RIZ

Des marabouts nenniculteurs* s'accaparent des aides au grand dam de 10 000 femmes rizicultrices

(Jade/Syfia) - En l'absence du directeur de la SAED, parti avant les débats sur le riz de la vallée, les acteurs de la chaîne de valeur ont passé au crible la filière où des marabouts s'accaparent des aides publiques. Une pratique dénoncée, au cours d'une rencontre sur le riz dans le cadre de la Fiara. Rencontre organisée, fin mars au CICES, par l'Ong belge Veco, l'Association de producteurs UJAK et la Fongs-Action paysanne. Jade/Syfia a suivi.

z PAR MADIENG SECK

Presque toutes les femmes, les vraies rizicultrices du nord, qui ont souvent les pieds dans l'eau et le corps très souvent exposé au soleil étaient venues en force participer à cette rencontre qui avait pour thème : "Restitution d'études sur l'impact des importations sur la commercialisation du riz local et l'état des lieux des politiques d'appui à la filière riz au Sénégal".

Ces femmes ont beaucoup dénoncé les appuis de l'Etat dans la filière. Mais auparavant elles s'étaient félicitées du fait que leurs compatriotes aient maintenant des comportements citoyens en consommant les produits locaux. "Les Sénégalais commencent à aimer leur riz", ce satisfécit, comme le refrain d'une belle chanson d'automne, a été lancé par une participante. Mais, c'était sans compter sur les vraies productrices présentes dans la salle du CICES.

L'Etat donne aux marabouts et non aux femmes

Dans un premier temps, celles-ci, applaudissaient à tout rompre le directeur de la SAED (Société nationale d'Aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal et de la Falémé). Elles applaudissaient toujours encore lorsque celui-ci tire sur les consultants "qui aiment, à l'instar des journalistes, parler de choses qui ne marchent pas", allusion faite aux dizaines de milliards de F cfa déjà engloutis dans la filière riz et dont les vraies productrices ont vu nenni. "Je suis une productrice depuis de longues années, mai ces cinq milliards de F cfa dont on parle on n'a pas vu sa couleur. Les 850 000 t de paddy promises en production, c'était en raison d'un accord conclu l'année dernière avec l'Etat pour fixer les prix du riz paddy à 125 F cfa le kilo", explique longuement dans son intervention Korka Diaw,

célèbre pionnière dans la riziculture depuis plus de deux décennies à Richard Toll. Puis d'ajouter : "Dans un accord, il faut que chaque partie respecte ses engagements. A l'exception des subventions sur les intrants (semences, engrais, etc.), aucune femme de Podor ou de Richard Toll, n'a reçu du matériel agricole distribué dans la localité. "Nous, les femmes de Refan, (Refan compte plus de 10 000 rizicultrices regroupées dans le Réseau des femmes agricultrices du nord : Ndlr), on a dépassé les remises de motopompes à grande pompe et les moulins à mil. On veut de gros matériels agricoles. Malheureusement dans ce pays on favorise certains qu'on appelle les lobbies financiers et économiques", dénonce encore Korka, citant l'exemple d'Appels d'offres non transparents portant sur l'achat du riz local. La déclaration de Korka a été suivie d'une salve de critiques sur de supposés appuis de l'Etat au profit des marabouts ; alors que des productrices sont, comme eux, des contribuables sénégalais.

Selon certains participants, plus injuste encore, c'est "lorsque cette pratique malsaine de l'Etat va jusqu'à inhiber les ardeurs de certains investisseurs sénégalais rentrés au pays pour y travailler et créer des emplois. "Domage que le directeur de la SAED ait quitté la salle, refusant les critiques des experts. Moi je tiens à dire que je n'ai pas vu l'argent du PRACAS", intervient dans Amadou T. T, habitant Dakar mais installé dans la vallée près de sa parcelle de 10 hectares. Tirant la leçon de sa triste expérience et sans citer de noms d'agents de la SAED, Amadou T.T jure dorénavant ne compter que sur ses propres forces, au lieu de compter sur des promesses de la SAED. Pour Marius Dia, agent d'appui technique au Cncr, le Conseil national de concertation et de coopération de ruraux, "L'Etat donne des tracteurs aux marabouts et personne ne le dénonce. Il donne des tracteurs aux producteurs



mais pourquoi ne le fait-il pas pour les femmes qui ne disent rien, au lieu d'applaudir le DG de la SAED comme tout l'heure..."

Evitons le saupoudrage !

Revenant sur le travail des femmes du Refan, Ousmane Fall s'est lui félicité de l'encadrement du Pce (projet de croissance économique) de l'Usaid qui les a positivement mises sur orbite pour la chaîne de valeur riz et la contractualisation avec le secteur privé. M Fall rappelle, à ce propos, les mesures prises par l'Etat : Exonération des taxes sur le riz local et dettes épongées au profit des producteurs (trices).

Auparavant, Ousmane Ndiaye, directeur de l'Asprodeb (Association sénégalaise pour la promotion du développement à la base) a préféré porter ses récriminations en direction des producteurs de riz

pour qui, leur "Interprofession ne fonctionne pas". "On a mis beaucoup de milliards de F cfa dans la filière riz. Mais, est ce que ces milliards sont à la hauteur de l'investissement", s'est demandé M Ndiaye s'adressant aux Op qu'il accompagne depuis de très longues années. Puis d'ajouter : "Il ne faut pas qu'on attende tout de l'Etat. Qu'est ce que les Op (Organisation paysanne) peuvent faire pour que l'Etat puisse mieux faire". "Est-ce tous ces investissements dans le riz local rendront-t-il son coût de production et son prix de revient (300 F cfa le kilo Ndlr) compétitif, par rapport à celui importé (260 F cfa le kilo :Ndlr) ", s'interroge avec un peu de nervosité un autre intervenant.

La commercialisation, la controverse

Avec beaucoup de sagacité, Babacar Diop, le président de la Fongs-Action paysanne a, quant à

lui, recommandé à ses collègues rizicultrices, de bien revoir le système tant controversé de la commercialisation du riz local. "Il nous faut un système cohérent de commercialisation qui pose un véritable problème de distribution qui doit être pris en compte. Il nous faut être prudent et éviter le saupoudrage", déclare le patron de la Fongs-Action paysanne. Sur ce point, madame Anta Badiane, du réseau "Lawtan" des femmes de Dakar, a soutenu que ses sœurs avaient installé plusieurs cantines à travers Dakar rappelant les productrices du nord sur les efforts à déployer sur le terrain pour la commercialisation du riz.

Tirant les leçons de ces riches débats sur le riz, Nadjirou Sall, Secrétaire Général de la Fongs-Action paysanne et modérateur de cette rencontre a salué l'initiative des femmes pour régler le problème de la commercialisation du riz. "Le mouvement paysan est structuré pour assurer son indépendance et on sent qu'il y a des tentatives de réorganisation. Durant ces débats, chacun, de par son expérience et son vécu quotidien, a exprimé librement son point de vue. C'est cela la richesse de ces échanges sur le riz. Oui ! pour le plaidoyer sur la distribution du riz pour régler ce problème. Oui aussi pour améliorer la gouvernance locale"

*marabout nenniculteur = marabout qui ne cultive nenni et qui s'accaparent des aides publiques de l'Etat "talibé" au Sénégal.

SEMENCES PAYSANNES

Vif plaidoyer pour le Tirpaa à la Fiara

(Jade/Syfia)-Pour soutenir le TIRPAA*, producteurs de semences paysannes, membres de la société civile, chercheurs et universitaires ont pris part, fin mars, à un séminaire national multi acteurs sur le sujet. C'était dans le cadre des rencontres organisées en marge de la Fiara qui se déroule à Dakar du 26 mars au 12 avril. Un vif plaidoyer a été lancé par des producteurs activistes venus du Sénégal, du Bénin, du Mali et du Burkina-Faso.

En marge de la 16^{ème} édition de la Foire internationale de l'Agriculture et des ressources animales (Fiara), universitaires, chercheurs, organisations paysannes et de la société civile, ont échangé, fin mars, sur l'importance des semences paysannes. C'était dans le cadre d'un séminaire national multi acteurs de conclusions du Projet sur les semences paysannes et le TIRPAA organisé par l'Ong ACRACCS*.

Présidée par le conseiller technique du Maer Arona Niang, la rencontre a enregistré la participation du Secrétaire Exécutif du Conseil National de sécurité alimentaire, Sega Camara, des Dr Cheikh Alassane Fall, point focal du TIRPAA et Oumar Diouf de la Fao, des présidents de l'ASPSP Lamine Biaye et

Babacar Diop de la Fongs-Action paysanne, ainsi que producteurs activistes venus du Bénin, du Mali et du Burkina-Faso. Les paysans considèrent leurs semences comme un patrimoine qui constitue l'identité d'une communauté. Après la foire de Djimini (Casamance) en 2011, l'Aspsp et l'ACRACCS avaient élaboré un projet financé par OSIWA (Open society initiative for West Africa) et mis en œuvre depuis 2014 jusqu'à mars 2015. "Ce projet a fait l'objet de plusieurs actions initiées par les différents acteurs pour s'approprier au mieux les semences paysannes, le droit de les reproduire, de les vendre, de les échanger et de les cultiver", a expliqué madame Coumbaly Diaw, chef de l'Ong ACRACCS.

LIRE SUITE PAGE 6

AUTOSUFFISANCE EN RIZ :

600 000 t de riz blanc attendues au Sénégal, selon Macky Sall

(Jade/Syfia-Sénégal) - Tout une dynamique a été mise en place pour atteindre l'autosuffisance en riz au Sénégal d'ici 2017. Le gouvernement a mis 32 milliards de F Cfa dans ce programme qui a déjà aménagé 60 000 hectares de terres. Cette année, 600 000 t de riz blanc sont attendues.

z PAR MADIENG SECK

Tout une dynamique a été mise en place pour atteindre l'autosuffisance en riz au Sénégal d'ici 2017, a déclaré le Président sénégalais Macky Sall qui recevait, mi-mars au palais de la république à Dakar, l'Association de la presse étrangère accréditée au Sénégal (Apes). "Dans la vallée (nord Sénégal) nous y travaillons. Nous avons un fleuve, de l'eau douce. Nous avons les terres, le soleil. Nous avons tout ce qu'il faut : la volonté politique et les moyens. Le gouvernement a mis 32 milliards de F cfa, dans ce programme", proclame Macky Sall.

Le chef de l'Etat répondait à une question de l'Agence de presse agricole et rurale Jade/Syfia sur la possible réalisation ou non du programme d'autosuffisance en riz d'ici 2017.

60 000 hectares de terres aménagées

Abordant la question des aménagements des zones rizicoles, le chef de l'Etat a soutenu que l'année dernière que ceux-ci ont été accrus pour atteindre 60 000 hectares. "Nous avons aussi avec l'Inde un programme de 63 millions de dollars (environ 42 milliards Fcfa) pour augmenter les capacités avec le Millénium challenge account (Mca). Donc nous serons au-delà des 60 000 ha. Avec un

rendement de 8t/ha, il y a possibilité de produire Un million 600 mille tonnes de riz paddy, soit l'équivalent de 450 000 t de riz blanc, sur une consommation globale de 900 000 tonnes. "Si vous allez dans la Vallée du fleuve Sénégal, il n'y a pas de riz. Tout a été vendu. On exporte même !", a soutenu avec une très grande conviction le président Macky Sall.

Parlant de la production rizicole au Sénégal et mettant en exergue les potentialités du pays, le président sénégalais a aussi fait savoir que ce programme d'autosuffisance en riz ne s'appuie pas uniquement sur l'agriculture irriguée. "L'autosuffisance en riz n'est pas seulement avec l'irrigation. Il y a aussi 40% d'agriculture pluviale en Casamance, dans les Bassins du Sine et du Saloum, un tout petit peu au Sénégal oriental, plus le Bassin de l'Anambé"

600 000 t de riz blanc attendues

Parlant toujours de ce programme, le chef de l'Etat, qui avait à ses côtés son Premier ministre et ses proches collaborateurs, s'est montré résolument convaincu de la réalisation de cette autosuffisance en riz, une denrée très précieuse par les Sénégalais, notamment en raison de la place qu'occupe le "thiebou dieune" (riz au poisson). "Moi je pense que ce pro-



gramme sera réalisé", a-t-il dit, soulignant sa ferme volonté à relever le défi. Si on inclut la double saison de culture dans la vallée, on compte réaliser cette année 600 000 t de riz blanc. Un riz reconnu de très bonne qualité. Puis d'ajouter : "Avec une progression pareille sur cinq saisons, il n'y a pas de raison que nous n'atteignons pas notre résultat d'autosuffisance en riz, comme l'ont fait certains pays la Thaïlande, la Chine et l'Inde. Puis de s'interroger "Pourquoi pas nous ?" devant un parterre de journalistes accrédités à Dakar : Rfi, Bloomberg, BBC, Ra-

dio Chine Internationale, Afp, Efe, Map, Ats, Syfia International, Reuter, New-York TimesTV5 Monde, France 24, Atn, Rts et autres...

Que le secteur privé s'implique !

Dans un vif plaidoyer, le chef de l'Etat sénégalais a aussi suggéré aux riziculteurs et autres acteurs de la chaîne de valeur d'aller résolument vers une agriculture moderne. "Il ne faut plus faire la moisson à deux mains. Il faut avoir des rizeries". Puis d'affirmer : "Nous sommes autosuffisants en semences de riz pré-base, appelant du coup le sec-

teur privé à s'impliquer (encadré dans ce programme".

Le Sénégal, rappelle-t-on, importe en moyenne depuis une décennie 800 000 t de riz/an en provenance d'Asie. Ce qui lui coûte environ 130 milliards de F cfa. Sans ces importations, le pays aurait réalisé une croissance de 8%, contre 5%, déclarait en 2007 l'ancien ministre de l'Agriculture Amath Sall. C'est dans ce contexte que le président Macky Sall a initié en 2014 ce programme d'autosuffisance en riz, d'ici 2017. Un programme qui semble être le tracteur du Plan Sénégal Emergent (PSE).

COMMERCE

Signature d'un accord destiné à réguler les importations de riz

(APS) - Le protocole d'accord pour la commercialisation du riz local permettra de réguler les importations du riz au Sénégal et d'aménager un marché tourné vers l'offre locale, a soutenu, vendredi 20 mars, le ministre du Commerce, Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des Produits locaux et des PME, Alioune Sarr.

"Il a été décidé de réguler dorénavant les importations de riz, afin d'aménager un marché porteur de l'offre locale. Un cadre de régulation a été conçu de commun accord avec les principaux acteurs concernés, systématisé à travers ce présent protocole", a-t-il dit. S'exprimant lors de la signature d'un protocole d'accord visant à faciliter la commercialisation du riz blanc local, Alioune Sarr a souligné que les "fortes productions attendues durant les prochaines campagnes de saison chaude et pluviale nécessitent une bonne planification des conditions de mise en marché".

Les acteurs intervenants dans la chaîne de valeurs (producteurs, riziers, importateurs, banquiers, la SAED) ont signé, à Saint-Louis, le 30 janvier, un protocole accord pour l'écoulement du stock en souf-

france dans les rizières évalué à 8 400 tonnes. Les importateurs ont payé et enlevé 2 160 tonnes à 485 millions de F cfa et se sont répartis le stock résiduel estimé à 3 375 tonnes", a soutenu Alioune Sarr. "Les achats et enlèvements de ce stock sont en cours avec le concours de la Banque nationale pour le développement économique (BNDE)", a-t-il ajouté.

Selon lui, le protocole précise les engagements et les obligations des différentes parties notamment les riziers, les importateurs, la SAED, la BNDE. "Du respect des engagements de chaque partie dépendra la réussite du mécanisme qui sera profitable à tous les acteurs", a-t-il ajouté.

Estimé à plus d'un million de tonnes par an, le marché sénégalais du riz est le plus grand marché des produits alimentaires du pays, en termes de volume, avec un chiffre d'affaire de 200 milliards de F cfa. "Cette option de régulation des importations est synonyme de croissance économique, de création d'emplois, de souveraineté alimentaire et de stabilité sociale", a-t-il dit, invitant les acteurs concernés à jouer leur rôle pour la réussite de la commercialisation du riz local.

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

Bien formés, les jeunes produisent mieux

(Jade/Syfia) - A l'Ensa de Thiès, les jeunes du Cncr, venus de divers horizons, ont, durant deux mois, appris concrètement et techniquement comment pratiquer l'aviculture. De la fabrication d'aliments au Marketing en passant par l'élevage et la vaccination, ils ont tout maîtrisé et ils se disent aptes à contribuer à l'autosuffisance en poulets au Sénégal.

z PAR ABABACAR GUEYE

Fin mars, à l'Ecole nationale supérieure d'Agriculture (Ensa) de Thiès, Charlotte Sène, une des stagiaires en aviculture venue de l'Union nationale des producteurs maraichers de Sangalkam (Unpm) invite ses quatre collègues avec qui elle partage un poulailler de 250 poussins au contrôle du volaille.

Taille moyenne, Charlotte Sène du Collège des Jeunes (Cj) du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr), dans son uniforme bleu, est inquiète d'une épidémie qui ravage les autres poulaillers depuis deux jours, obligeant certains à abattre des poulets. Feuille de suivi quotidien en main sur laquelle elle mentionne l'évolution des poussins (poids journaliers, vaccins utilisés, etc.), Charlotte, teint noir, masque autour de son nez, s'engouffre dans son poulailler, observe attentivement les poulets, soupèse même quelques-uns. N'ayant constaté aucune perte, avec un grand soupir, elle lance avec un grand soupir, à ses amies : "nous sommes épargnées". Cela ne la rassure guère, cette jeune femme concocte un vaccin qu'elle verse dans les

abreuvoirs pour immuniser ses volailles. Pourtant cette jeune femme qui se démène comme une professionnelle n'a jamais élevé un poussin. Elle s'activait dans la culture maraichère "En regagnant l'Ensa, je n'avais aucune notion dans l'aviculture. J'ai acquis des connaissances pour voler de mes propres ailes", témoigne Charlotte caressant une poule.

100 millions de F cfa pour former les jeunes du Cncr

A l'Ensa, ils sont 25 stagiaires du Cj du Cncr, venus de Dakar, Thiès, Kaolack, Sédhiou et Saint Louis, à suivre une formation de deux mois sur l'aviculture. En décembre 2014, un premier groupe de 25 jeunes avait déjà été formé. La seconde vague, qui a débuté en février dernier, va bientôt terminer sa formation. Cette formation entre dans le cadre d'un partenariat entre l'Ensa, le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (Ceci) et le Cncr. "Une centaine de jeunes, soit quatre groupes de 25 personnes vont être formés. Dans ce programme de formation, Les 20 personnes proviennent du Cj et les cinq autres sont des étudiants issus de

l'Ensa", explique Alassane Gaye, membre du Cj. Selon Alassane, ces sessions de formation ont été financées à hauteur de 100 millions de F cfa par le Pqdi (Programme québécois pour le développement international).

Un des cinq groupes gère un poulailler de 250 poussins. Malgré un vent sec, une chaleur torride qui sévit à Thiès en ce mardi fin mars, Charlotte et ses collègues n'en ont cure. En compagnie de leur professeur Mamadou Tandian Diaw, le cours du jour consiste à fabriquer l'aliment des poussins.

A l'entrée de la "salle de travaux pratiques", une barrique jaune soutenue par un trépied sert de mélangeur artisanal. Le professeur explique les différents éléments : craie, sorgho, son de riz, mil, phosphate et autres qui entrent dans la formulation de l'aliment. Cap maintenant au mélangeur où les stagiaires s'appliquent sur la composition. A l'aide d'une manivelle, ils manœuvrent. Pour leur encadreur, cet exercice les aiderait, à l'avenir, à fabriquer leur propre aliment.

Un fonds revolving pour pérenniser les projets

Au-delà de cette prouesse, Mouhamet Bodian de l'Association pour la promotion de l'Aviculture au Sénégal (Apas) magnifie la qualité de cette formation : "Nous avons été formés sur la chaîne de valeur, le marketing, la comptabilité, ainsi que le GERME (Gérer mieux son entreprise)". Dans la même lancée, Youssouf Massaly de Sédhiou, Mamadou Hann de l'Ujak (Union des Jeunes Agricul-

teurs de Koyli Wirde) de Podor et Ramata Sow de Dakar se réjouissent du marketing effectué dans les marchés et hôtels avant que les poulets n'arrivent à maturité. Gérante de la vente des poulets ce jour, Ramata, membre du Cj soutient qu'un poulet est cédé à 2 600 F cfa et ne doute pas de l'écoulement des milliers de poulets, parce que des clients commencent à venir.

L'argent collecté, Alassane Gaye rassure et explique : "l'argent sera déposé dans un compte bancaire. Le 1^{er} groupe avait collecté plus de deux millions de F cfa. A la fin des formations, tous les stagiaires vont se rencontrer, on va financer ceux qui ont des projets. Ce sera un fonds revolving pour pérenniser nos projets". Pour solliciter d'autres financements, M. Diaw les exhorte à se rendre au Ministère de la Jeunesse. Quant à Mouhamet Bodian, il suggère de démarrer avec les moyens du bord. Des idées ne manquent pas et certains placent la barre très haute et se voient dans la peau d'un "opérateur économique". Ndèye Nafi Diouf et Mintou Ndiaye de l'Association des Aviculteurs de Saint Louis comptent augmenter leur production à 500 poussins contre 200. Mouhamet Bodian et trois de ses promotionnaires ont ficelé un projet avicole.

Oumar Mballo de Fénagie-Elevage de Sédhiou, Coumba Ngom du Cadre de concertation des producteurs d'arachide (Ccpa) de Kaolack comptent améliorer la race locale en la croisant avec des coqs raceurs. Toutefois, à l'unanimité, ils se disent déterminés à contribuer à l'autosuffisance en poulets au Sénégal.

REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE FIARA 2015



IL YA 10 ANS...

NDIOGOU FALL :

Protéger les exportations familiales africaines

(Syfia Sénégal) Les exportations familiales africaines ont un rôle central à jouer pour réduire la fracture agricole mondiale, thème de récent Dakar agricole. En marge de ce forum, le patron du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (Roppa), Ndiogou Fall, rappelle que, bien épaulées, elles sont une réelle solution d'avenir.



PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK

L'exploitation familiale n'est rien d'autre qu'une entreprise agricole autour du chef de famille, composée de 10 à 20 personnes. En Afrique, elle constitue le système agricole le plus répandu. Au Sénégal, on compte près de 400000. Elles contrôlent 90% des terres et assurent 90% de la production nationale. Dans les pays de l'Uemoa et de la Cedeao la situation est presque la même. C'est pourquoi au Roppa tout le monde s'accorde à dire que les exploitations familiales doivent être protégées. Car la mission première de nos agriculteurs c'est de nourrir nos populations qui souffrent de malnutrition.

Avec l'appui de l'USAID, (Agence américaine pour le développement international, Ndlr), un projet est en cours pour recenser ces exploitations familiales dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Ce recensement va démarrer au Niger. Donner un sens péjoratif à ce terme c'est vouloir les confiner dans une forme d'agriculture traditionnelle, qui n'évolue pas. On nous reproche de ne pas diversifier notre agriculture. Mais c'est méconnaître que le pays africain a toujours opéré une minimisation des risques, qui a conduit à une diversification. Dans n'importe quelle exportation familiale, le paysan élève poules, chèvres ou moutons... et pratique en plus des cultures vivrières marginales telles que le niébé ou, au Sénégal, le bissap, etc.

Au Roppa, personne ne met en doute les bienfaits de la modernisation de l'agriculture. Dans la vallée du fleuve Sénégal, que partagent la Mauritanie, le Mali et le Sénégal, de plus en plus d'exportations familiales utilisent une irrigation de pointe, des tracteurs, des moissonneuses batteuses, des engrais et riz et l'horticulture.

Crises et mondialisation

Malheureusement, les politiques libérales de ces vingt dernières années et la mondialisation ont conduit aux crises que connaît l'agriculture africaine. Les répercussions de l'ouverture des marchés, imposée à l'Uemoa et la Cedeao par l'Union européenne, se font sentir sur les prix des produits agricoles qui ont tendance à baisser. Au Sénégal, les importations de poulets congelés, de riz, etc. détruisent les filières locales. Conséquence : une forte diminution des revenus des paysans. On en arrive à des situations où le producteur ne peut même plus récupérer les coûts de production pour acheter matériels et intrants agricoles. Tout cela entraîne la pauvreté dans les campagnes...

L'une des conséquences de la non-protection de l'exploitation familiale, c'est la fracture agricole avec ses disparités et ses iniquités observées dans la distribution des richesses mondiales. Selon la Fao en 2000, 20% de la population la plus pauvre ne bénéficient que de 1% du revenu mondial tandis que les 20% les plus riches se partagent 86% du revenu total. Notre entrée à l'OMC et notre ouverture sur les marchés internationaux où nous ne contrôlons rien, pas même les prix qui sont décidés à Londres, Paris ou New York, n'arrangent guère notre situation. L'Europe, elle, s'est

protégée pendant un demi-siècle en s'approvisionnant à partir de sa propre production agricole

Les exploitations familiales africaines sont pourtant compétitives, parfois plus que d'autres formes d'agriculture plus intensives qui reposent sur une main d'œuvre salariée. Le coût de production de coton africain qui ne bénéficie d'aucune subvention est, avec celui du Bangladesh, le plus bas du monde. Le coton africain est donc plus compétitif que celui des États-Unis.

Prendre en compte les différences

Au Sénégal, si la production maraîchère a fait un bond en avant, c'est

parce que les industriels s'appuient sur les exploitations familiales par des contrats de production. L'exploitation familiale est donc capable de faire des progrès. Mais il est vain de vouloir une politique agricole mondiale uniformisée. Pour la bonne et simple que les agricultures et les conditions climatiques ne sont pas les mêmes. Les pays, les modes fonciers et les moyens de production ne sont pas au même niveau. C'est irréaliste de vouloir mettre un pied d'égalité un paysan africain qui n'a pas 10ha à cultiver et un fermier du Nord qui exploite en moyenne 250ha et qui aurait pu, par exemple utiliser un avion pour lutter contre les criquets qui

font des ravages au Sahel.

Au «Dakar-Agricole» tout a été dit sur le développement de l'agriculture africaine, et tous les ténors de l'économie rurale (Samir Amin, Jacques Berthelot etc.) ont souligné la nécessité d'appuyer les exploitations familiales. Tous insistent sur des investissements publics avec des prélèvements de 10% sur les budgets des pays africains pour l'achat de matériel agricole, l'accès à moindre coût aux intrants et au crédit agricole, la construction de routes, d'écoles, de dispensaires, de forages et l'électrification rurale. Une politique de réformes foncières créera les conditions d'une «Révolution verte».

SEMENCES PAYSANNES

Vif plaidoyer pour le Tirpaa à la Fiara

SUITE DE LA PAGE 3

Etant le premier maillon de la chaîne alimentaire, la semence en général est devenue un enjeu économique et politique considérable. Pour la Professeuse en génétique à l'Ensa, Irina Vekcha Thielo va plus loin : "Qui détient la semence possède une arme de domination redoutable, puisqu'il s'agit de la nourriture des hommes", soutient-elle. Selon elle, les variétés paysannes sont la base de la biodiversité agricole et les paysans ont rendu un immense service à tous les habitants de la planète. A ce propos, l'enseignante a démontré l'importance de celles-ci dans la recherche. "Les chercheurs développent leurs nouvelles variétés à partir des collections paysannes en les croisant ou en faisant la sélection dans la descendance", a affirmé Mme Thielo.

350 variétés paysannes échangées

Le président de l'ASPSP abonde dans le même sens. Lamine Biaye soutient que les paysans sont pétris de savoir local. "En 2014, lors de la dernière foire des semences paysannes de Djimini, 354 variétés paysannes ont été échangées entre 54 délégations venues de l'Afrique de l'Ouest, de l'Inde et de l'Europe. Les paysans et paysannes grâce à leur inimitable capacité de résilience, ont permis au monde de se nourrir et qu'ils continuent de nourrir le monde", a lancé M. Biaye.

Le président de la Fongs-action paysanne, Babacar Diop a insisté sur la multiplication et la préservation des semences paysannes. "Nos organisations paysannes travaillent avec des partenaires pour produire, conserver et diversifier les semences. Nous sommes tous à leur côté pour les appuyer et les aider à socialiser ce système au niveau local". Dans ce sillage, il a souligné que l'expertise locale combinée au travail des chercheurs ne peut qu'être bénéfique, dynamique dans le cadre de la semence paysanne. Dans le même ordre d'idées, le Dr Oumar Diouf de la Fao a cité le projet "AISAN" (Appui intégré à la sécurité alimentaire et nutritionnelle), initié par son institution, le Pam et l'Unicef, afin d'appuyer des secteurs pour la relance de la filière semence dans

tout le Sénégal. Il a cité en exemple l'Isra pour sa production de semences pré base.

Même si des dispositions sont entreprises, le secrétaire Exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire n'a pas manqué de souligner les risques liés à la variabilité climatique. Cela fait que malgré la richesse en biodiversité cultivée et le savoir-faire local des paysans, les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'Agriculture sont menacées. C'est là qu'il a salué le travail fait par ACRACCS et les parties prenantes : ASPSP, FONGS, ISRA, BEDE (Biodiversité Echange et diffusion d'expérience, COASP (Comité Ouest africain de semences paysannes) et Fahamu Africa qui méritent un soutien des autorités publiques pour sa valorisation et son appropriation par les populations à la base. Certes, il y a le TIRPAA, a souligné Séga Camara, mais également l'AGIR (l'Alliance globale pour l'initiative Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest) qui montre l'engagement des autorités à prendre en main ces problématiques qui répondent aux mieux-être des paysans. "Il nous semble important d'accorder une importance capitale à la gestion des ressources phyto-génétiques et à la recherche, parce que constituant la base primaire de sélection et la promotion des semences lo-

cales qui constituent un recours incontournable pour les paysans", a dit M. Camara.

Revenant sur ce TIRPAA, Pr Papa Meissa Dieng de l'Université de Saint Louis, a affirmé que le Sénégal, signataire de ce "Traité sur les semences paysannes" ne l'applique pas, notamment son article 9 (lire encadré). Mais il a souligné que l'Etat a mis en œuvre d'autres mécanismes. Il a toutefois expliqué que même si le Sénégal a un point focal du TIRPAA, celui-ci ne fonctionne pas comme on le souhaite. "Rien n'est encore mis en place pour que les paysans tirent profit du TIRPAA", a regretté Pr Dieng. Toutefois, les participants ont suggéré une implication de la société civile, des politiques, des Op pour permettre de mieux comprendre les enjeux sur les semences.

TIRPAA : Traité international sur les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'alimentation

ASPSP : Association sénégalaise des producteurs de semences paysannes

ACRACCS : Association pour la coopération en Afrique et en Amérique Latine

ABABACAR GUËYE

Le TIRPAA protège les semences paysannes mais menacé par les industries

Le TIRPAA, Traité international sur les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'alimentation, appelé aussi "Traité des semences" a été adopté par les Etats membres de la Fao en 2001 et est entré en vigueur en 2004. Les objectifs du Traité sont : l'accès facile à tous aux semences ; la protection de ces semences contre les Droits de Propriété Intellectuelle (DPI) et le partage des avantages ; l'utilisation durable et droits des agriculteurs. Depuis 2005, le Traité a mis en place un Système multilatéral d'échanges qui permet à tous les pays qui l'ont ratifié de mettre en commun leurs semences et de mutualiser le partage des avantages. En contrepartie, le Traité garantit que ces semences ne peuvent pas être appropriées par des Droits de Propriétés Intellectuelle (DPI) et reconnaît les droits des agriculteurs de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre leurs semences. D'ailleurs la Via Campesina s'appuie sur ce Traité pour défendre les droits des agriculteurs et les protéger de la biopiraterie. Malheureusement, l'industrie veut contraindre le Traité à faciliter la biopiraterie. Et le Traité ne s'est aujourd'hui donné aucun moyen pour interdire ces brevets qui bafouent les articles de ce Traité des semences sur les droits des agriculteurs.

A.G

MILS ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE :

L'Expérience indienne de la Deccan Development Society (DDS)

PAR FAMARA DIEDHIU*

La délégation Indienne de la DDS fut la principale attraction de la 4^{ème} édition de la foire de Djimini à Sédhiou (Sud Sénégal). Venue échanger leurs expériences sur les cultures et la gastronomie autour des mils pour la souveraineté alimentaire, les Indiens ont donné une véritable leçon d'ancrage culturel et de créativité aux participants venus de huit pays de l'Afrique de l'Ouest. Constituée d'une délégation de 11 personnes (5 hommes, 5 femmes et une jeune fillette), la délégation a montré l'importance de chaque membre d'une exploitation familiale dans le processus de production, de gestion et de création du savoir.

Sur le plan des cultures, les membres de cette famille ont su s'adapter au climat aride de Telangana, (Etat du Sud Est de l'Inde). Mettant à profit les connaissances ancestrales, les astres (étoiles) contribuent à distinguer 16 saisons de semis au sein de la saison pluvieuse qui dure 4 à 5 mois. Tous les 14 à 16 jours de la saison pluvieuse, apparaît une étoile qui indique le temps de semis d'une variété donnée de mil. Ainsi que les pluies soient déficitaires ou excessives, quelque soit la variété de semence (précoce, tardive ou cycle moyen) dont dispose une fa-

mille, la probabilité de rater une campagne agricole est très faible. Ensuite, vient l'association des cultures. Très rarement, pour ne pas dire jamais, les Indiens de la DDS utilisent une parcelle en culture pure. Le manque d'espace cultivable (moins d'un hectare par famille) a fait qu'ils développent une association de cultures très poussée sur chaque parcelle cultivée. L'association variétale est cumulée à l'association d'espèces pour trois raisons majeures. D'abord avec plusieurs variétés ils assurent plusieurs récoltes en profitant des nombreuses saisons ; deuxièmement l'association de variétés différentes, notamment les légumineuses (pois d'angol), contribue à maintenir, voire améliorer perpétuellement la fertilité du sol grâce à l'azote. Troisièmement, certaines plantes sont des répulsives d'insectes pour d'autres.

Sur le plan des mets (art culinaire), conscient que la nature ne leur est pas favorable pour développer d'autres cultures comme le riz ou le blé, il fallait apporter une réponse à la standardisation de l'alimentation imposée par les multinationales de l'agro alimentaire. Sinon, une dépendance nutritionnelle de l'extérieur pourrait leur installer dans une précarité difficile à juguler dans le futur.

Ainsi, revisitant les connaissances ancestrales d'une part et tirant profit des tendances mondiales de l'alimentation, la DDS a su développer et vulgariser plus de trente (30) recettes culinaires à base de mils : certaines sont cuites et d'autres précuites avec une longue durée de conservation. On cite l'exemple du spaghetti à base de mil. En résumé, à partir de la diversité des mils, les Indiens de la DDS font tout ce qui se fait avec le riz. Par ailleurs, des technologies locales de transformation des aliments ont également été produites et des artisans locaux en fabriquent afin d'en rendre l'accès facile aux ménages les moins nantis. Grâce à une forte sensibilisation faite à la base par le réseau mil de l'Inde (MINI : Millet Network of India_ <http://www.milletindia.org>), la prise de conscience du rôle ultime de la souveraineté en semences est partagée à la base par les communautés. Avec près de 21 variétés de mils, millets et sorgho, chaque famille en dispose d'au moins 10 en fonction du type de sol dont elle dispose. Sur le plan communautaire, 45 banques de semences autonomes ont été créées dans autant de villages depuis plus de cinq ans aujourd'hui. Elles sont toutes gérées par des femmes. Ces dernières distribuent la semence, font le suivi des cultures pour le bénéficiaire et sélectionnent les épis que celui-ci doit rembourser à la banque semencière. Bref, de véritables ingénieurs de la semence.

Sur le plan organisationnel, le MINI constitue la cheville ouvrière du succès indien pour la promotion des mils. Regroupant des chercheurs, des sociologues, des nutritionnistes, des médecins, des paysans, des juristes, des organisations de la société civile... ce réseau vieux de seulement cinq années a su conjuguer les forces locales pour réaliser beaucoup de succès au profit des communautés. D'abord, le MINI a plaidé et réussi à intégrer les mils dans le projet de loi nationale de sécurité alimentaire. Le projet de loi nationale de sécurité alimentaire est une loi historique qui vise à assurer certaine quantité minimale d'aliments nutritifs pour environ 67% des Indiens (75% dans les zones rurales et 45% dans les zones urbaines) ; Ensuite, le MINI s'est assuré que le système de distribution publique (SDP) en Inde soit décentralisé et que le contrôle du SDP soit placé entre les mains des communautés locales (exploitations familiales), où les systèmes alimentaires locaux trouvent une place de choix. À cette fin, MINI a tenu un certain nombre de consultations avec le gouvernement et avec diverses organisations de la société civile. Le résultat est que, aujourd'hui, le projet de loi de la sécurité alimentaire nationale veut encourager les SDP décentralisées en Inde. Il s'agit là d'un véritable succès de valorisation des produits de l'agriculture familiale. Certains plats sont distribués aux élèves à tra-

vers les cantines scolaires, afin que les futurs adultes se les approprient très tôt. Enfin, le MINI a essayé de dialoguer avec les agriculteurs et les convaincre de faire de l'agro écologie basée sur la biodiversité des mils, s'appuyant sur une base d'essai. Le résultat de cet effort est que près de 6 000 hectares dans 4 Etats de l'Inde sont convertis à l'agro biodiversité des mils. En tout, près de 4 000 agriculteurs ont accepté de considérer l'agro biodiversité des mils comme modèle, et ont réussi à améliorer la sécurité alimentaire de leurs ménages.

En conclusion, les différentes délégations qui ont pris part à la foire de Djimini et pays membres du COASP retiennent que les problèmes locaux ont des solutions locales par les ressources locales : tout reste dans l'organisation, la dignité et la croyance en ses valeurs. Pour l'Etat, les autorités et autres décideurs, il est important qu'ils notent que les communautés locales sont capables d'innover et de trouver des solutions à des difficultés aussi contraignantes soient elles. Il suffit juste de les accompagner et de les encadrer. Recourir à des grands investissements agricoles n'est pas forcément la solution lorsque les exploitations familiales regorgent de potentialités.

*Chargé de Programme à Fahamu Africa et Decan Development Society (DDS)

FIARA : L'ambassadeur des Etats-Unis à Dakar satisfait du travail des rizicultrices de la Vallée



Mme Nafi **DIAGNE GUEYE** Présidente POPAS accueillant L'ambassadeur des Etats-Unis (**Jade-Syfia**) - L'ambassadeur des Etats-Unis à Dakar, James Zuwald a dit toute sa satisfaction et sa fierté de voir les producteurs et productrices de riz de la vallée exposé à la Fiara (foire internationale de l'agriculture et des ressources animales) leur production sous l'appellation "Riz du Sénégal". A pas de charge, et pendant près de deux heures d'horloge, le diplomate américain a visité mardi début d'avril, le grand "village des riziers du nord". Situé juste à l'entrée de la Fiara, ce village des riziers était surplombé d'une immense banderole verte annonçant les différents

stands qui le composent.

La Croix rouge sénégalaise fait une commande de 500 T de riz/mois

L'ambassadeur, qui était accompagné du directeur du Projet croissance économique (Pce/Usaid), principal acteur-bailleur dans le renforcement des capacités de ces productrices, ainsi que leurs partenaires dans la chaîne de valeur de riz, a pris le temps de bien discuter avec elles. "Comment se passe la production, la transformation, quelles sont les difficultés et les perspectives", a voulu savoir l'ambassadeur. A chaque étape et stand visité, James Zuwald a eu des réponses appropriées, ainsi que des informations encourageantes pour l'avenir. C'est ainsi que madame Korka Diaw, pionnière dans la production de riz et propriétaire d'une rizerie de la marque "Korka Rice" dans la vallée, l'a informé de l'arrivée imminente de sa nouvelle unité industrielle préfabriquée. Mme Korka Diaw a aussi annoncé au diplomate une commande de la Croix rouge sénégalaise qui lui achète 500 T de riz/mois, sur deux trimestres. Ailleurs, d'autres productrices ont expliqué à leur visiteur, les différentes variétés de semences (Sahel 108, Sahel 107, etc.) qu'elles utilisent pour récolter "ce bon riz parfumé et de qualité". "J'ai récolté cette année trois tonnes dans ma parcelle", dit une dame à l'ambassadeur.

40 000 femmes disent Bravo à l'Usaid/Pce

Plus loin, au stand "Richard", son excellence James Zuwald reçoit un très bel accueil avec des hommages et des remerciements soutenus à l'USAID, et à travers l'Agence américaine tout le peuple américain. "Le Pce nous a mis sur le bon chemin. Nous avons appris la contractualisation grâce au Pce/Usaid. Il y a ici des groupements qui rassemblent plus 40 000 femmes. Bravo le Pce et le peuple américain...", déclame, quelque peu euphorique, madame Cissé Penda Guèye. La présidente de la Fédération de Groupements et Association de femmes productrices de la région de Saint-Louis (FEPRODES) semblait être bien ravie de la visite de l'ambassadeur.

Au stand stand USAID-yaa Jende, le diplomate a pu observer les démonstrations des agriculteurs biologiques utilisant des bio fertilisants avec des très bonnes récoltes pour une alimentation saine et durable.

Dans le cadre de la sécurité alimentaire du programme ERA des Etats Unis d'Amérique sur l'entreprenariat rural, la l'Enseignement et la Recherche en collaboration avec l'Ecole nationale supérieure d'agriculture (ENSA) de l'Université de Thiès, le diplomate s'est rendu enfin chez les femmes formatrices de céréales locales. Là aussi, un accueil très chaleureux lui a été réservé. Comme partout dans ces stands visités, beaucoup de photos avec le diplomate américain ont été prises par ci et par là.

COOPÉRATION CORAF/WECARD-AUSTRALIE

L'Australie accompagne l' "Initiative pour la sécurité alimentaire en Afrique"

(Jade/Syfia)- L'Australie accompagne l'Initiative pour la sécurité alimentaire en Afrique" et met en œuvre six projets de recherches qui s'appuient sur l'approche IAR4D. La 2ème Secrétaire de l'Ambassade d'Australie au Ghana a salué aussi, fin février à Saly (100 km de Dakar), l'expertise du Coraf/Wecard coordonnateur de ces projets.

z PAR ABABACAR GUEYE

«L'Australie appuie la recherche agricole en Afrique pour assurer la sécurité alimentaire, en accroissant la production agricole et en investissant dans la recherche grâce à de nouvelles technologies. Cela va permettre de faire face à des défis majeurs au profit de la population, des investisseurs agricoles, ainsi que le fonctionnement des marchés et la chaîne de valeur», a expliqué madame Amelia Addison.

La 2^{ème} Secrétaire de l'Ambassade d'Australie au Ghana s'exprimait, fin février à Saly,

à l'occasion de la Conférence internationale sur les systèmes d'innovation en Afrique de l'Ouest et du Centre organisé par le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles (Coraf/Wecard), en partenariat avec Australian Aid, Csiro, Convergences des sciences (Cos-SIS).

Devant un public nombreux composé de chercheurs, d'universitaires et d'étudiants africains, ainsi que de bailleurs de fonds, Amelia Addison est revenue sur le programme "Initiative pour la sécurité alimentaire en

Afrique" financé par son pays. "L'Australie a une bonne relation avec l'Afrique de l'Ouest. Notre engagement auprès de Coraf/Wecard et ses partenaires a joué un rôle important dans ce rapport. Ce qui a conduit à une collaboration scientifique, un partage de connaissances accès sur le concept IAR4D", soutient-elle.

S'aligner sur le PDDAA

En 2010, le Coraf/Wecard avait publié un appel compétitif à projets de recherches, sous financement du gouvernement australien, portant sur l'intensification durable de l'intégration agriculture-élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre. Démarrés en 2011, les projets visaient à accroître les revenus des producteurs, renforcer les liens avec le secteur privé tout le long de la chaîne de valeur. Ces projets donnent des informations aux producteurs et acteurs de la chaîne de valeur des innovations agricoles qui répondent à leurs attentes à travers des visites de

terrains, de champs-écoles, mais aussi les programmes radiophoniques et télévisuels. Amelia Addison a rappelé que l'Australie a été impliquée dans cette initiative louable. Et cette conférence donne l'occasion de mettre l'accent sur les succès du concept IAR4D.

Dans la même veine, la diplomate a souligné que "C'est important que l'on aligne nos efforts avec le PDDAA (Programme détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique) sur son pilier Productivité agricole et Sécurité alimentaire. La diplomate australienne a souligné par ailleurs que le partenariat avec le Coraf/Wecard va se renforcer.

24 000 producteurs accèdent à de nouvelles technologies agricoles

Evoquant toujours, ce partenariat, Mme Amelia Addison a expliqué que son pays a mis en œuvre six projets de recherches agricoles dont quatre sur l'intensification des systèmes intégrés agriculture élevage, un sur le renforcement des systèmes semenciers, et un, sur la santé animale : en l'occurrence, la gestion des TIC en s'appuyant sur l'approche IAR4D. Ces projets sont exécutés dans 10 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Gambie, Ghana, Mali, Nigeria, Niger et Sénégal et d'autres partenaires dans la région. Elle a salué l'expertise de l'équipe du Coraf/Wecard qui a permis d'améliorer des rendements d'au moins 30% du sorgho, du mil et du maïs, la sécurité alimentaire sur la base de cette approche, l'appui institutionnel fourni par cet institut et le Snra. "L'engagement de Snra dans nos activités auprès des producteurs sera fait par le truchement de la gestion de ses techniques, non seulement pour optimiser la production, mais aussi faire en sorte que l'on puisse mettre en œuvre ces concepts pour améliorer le vécu quotidien des producteurs", a signalé Mme Amelia Addison. Selon la diplomate, plus de 24 000 producteurs ont accès à de nouvelles technologies agricoles développées par ce programme. Cependant, elle regrette que le nombre de producteurs n'ait pas été actualisé. Toutefois, elle rassure qu'ils ont accès à ces technologies. Il s'agit entre autres de techniques d'utilisation plus efficiente de l'eau, modes de gestion améliorées des maladies et de la nutrition des animaux, création des techniques agricoles améliorées et adaptées.

CORAF/WECARD : Mme Gisèle Lopés d'Almeida plaide l'implication du secteur privé dans l'approche en l'IAR4D



(Jade/Syfia) – A la conférence internationale du Coraf/Wecard, en février à Saly/Mbour, la représentante du Pca de cette institution intergouvernementale, Gisèle Lopés d'Almeida a fait un plaidoyer pour que le secteur privé, les femmes et les jeunes soient pris en compte dans l'Application de la Recherche agricole intégrée pour le développement (IAR4D).

En quelque sorte, il faut un changement de paradigme, de mentalités et de comportements, en vue d'orienter la recherche pour plus d'impacts, de rentabilité, et de viabilité. Sans entreprises viables, pas de création de richesses, pas d'emplois", soutient la présidente du réseau INTERFACE.

Toutefois, Mme Gisèle Lopés d'Almeida, par ailleurs, présidente du Comité Audit et Finance du Conseil d'Administration du Coraf/Wecard, souligne que cela est un grand chantier qui a ses spécificités et qui ne saurait être comparé à d'autres modèles d'organisations, et pourtant, ces modèles pourraient être d'un grand apport dans les plateformes d'innovation, particulièrement en terme de viabilité.

Selon elle, la clé du succès de l'approche IAR4D réside dans le regroupement des acteurs autour d'intérêts communs pour solutionner des problèmes communs que rencontrent des acteurs d'une même chaîne de valeurs. Il s'agit de mettre ensemble, producteurs, secteur privé/Agribusiness, chercheurs, vulgarisateurs, décideurs politiques et autres. "La plateforme est donc un cadre d'échange et d'action, avec un processus d'apprentissage continu", souligne Mme d'Almeida.

Devant le public, la représentante du Pca Coraf/Wecard a aussi évoqué la question du Genre pour faire émerger les femmes et les jeunes parmi les différentes catégories d'acteurs : recherche, producteurs, secteur privé, Ongs, etc.

Un autre point non moins important débattu par la présidente du réseau Interface est la question de la pérennité et de l'institutionnalisation des plateformes d'innovation. Mme d'Almeida confie que certains pays de la sous-région ont commencé à adopter

cette approche IAR4D dans leurs plans nationaux de développement.

Dans le même ordre d'idées, elle a salué l'humilité du Coraf qui, à travers cette conférence, démontre, une fois de plus, sa préoccupation à mettre en œuvre le mandat qui lui a été confié, dans l'exécution des orientations de la politique agricole des deux Communautés économiques régionales. Au-delà des institutions de recherche, soutient-elle, le Coraf/Wecard doit répondre à des demandes variées : celles des politiques, des producteurs, du Secteur privé et des Ongs. "Déconstruisons pour reconstruire et aller à la grande échelle. Innovons ensemble en s'écoulant, gérons ensemble les contraintes institutionnelles pour faire émerger les nouveaux champions et championnes de l'innovation", lance-t-elle au public. **A.G**

«Comment travailler avec le secteur privé ? C'est un thème de recherche sur lequel le Coraf/Wecard a, certes commencé à travailler, mais doit redoubler d'efforts, pour que le secteur privé de l'Afrique de l'Ouest et du Centre joue réellement son rôle de moteur de développement", c'est l'avis de madame Gisèle Lopés d'Almeida.

La représentante du Pca du Coraf/Wecard faisait le plaidoyer du secteur privé, des jeunes et des femmes dans le succès de l'approche IAR4D, ainsi que la pérennisation de cette approche.

C'était lors de la clôture de la conférence internationale organisé par Coraf/Wecard (25-27 février) à Saly (100 km de Dakar).

"Il faut toutefois relever que le secteur privé, à travers INTERFACE, le Réseau des Professionnels de l'Agro-industrie en Afrique, travaille sur la valorisation de la recherche privée avec des innovations pouvant conduire à l'industrialisation.

IAR4D, c'est quoi même ?

L'Application de la Recherche agricole intégrée pour le développement (IAR4D) est une approche qui facilite le changement dans les systèmes agricoles. Elle intègre quatre principes : les perspectives, les connaissances et actions autour d'un objectif commun ; l'apprentissage réalisé par les différentes parties prenantes; l'analyse, l'action et les changements intervenus au plan économique, social et environnemental, ainsi que les moyens de subsistance et le bien-être des utilisateurs et des consommateurs enfin l'analyse, l'action et les changements aux différents niveaux de l'organisation spatiale, économique et sociale. L'IAR4D encourage les plateformes d'innovation multi-acteurs (PI) qui comprennent les acteurs et ou collaborateurs de diverses couches socio-économiques et les institutions qui régissent leur fonctionnement pour la réalisation d'un objectif commun. La plateforme considère l'innovation comme un processus dynamique et reconnaît que l'innovation peut émerger de nombreuses sources d'interactions et du partage de connaissances. Au cours de dernières années, le "Coraf/Wecard", la "Dfat", "Csiro" et "Cos-Sis" ont utilisé les principes de l'IAR4D pour explorer les opportunités pour les petits producteurs et les institutions de recherche en Afrique de l'Ouest et du Centre. **A.G**